

<p>MIN S.C.A., FIS</p> <p><i>Société en commandite par actions - Fonds d'investissement spécialisé</i></p> <p>5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg</p> <p>R.C.S. Luxembourg: B 158.654</p>

<p>ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 16 DECEMBRE 2016</p>	<p>Me Cosita DELVAUX N° 5584</p>
--	---

L'an deux mille seize, le seizième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, **Maître Cosita DELVAUX**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions sous la forme d'un fonds d'investissement spécialisé « **MIN S.C.A., FIS** », ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158.654 (ci-après, la « **Société** »), constituée par acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglisten, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 20 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 656 du 7 avril 2011, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire alors de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg en date du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 68 du 10 janvier 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Maître Laurent Karlshausen, avocat, avec adresse professionnelle au Aerogolf Center, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg ;

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Benoit Tassigny, employé, avec adresse professionnelle au 39, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ;

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Laurent Karlshausen prénommé;

Le président déclare et prie le notaire d'acter que :

I. Il est rappelé que :

- Le capital social de la Société a été converti en francs suisse en date du 28 décembre 2011 et qu'il résulte de cette conversion que le capital social de la Société s'élevait, prime incluses, à un montant de CHF 37.919,20 représenté par 1 Action de Commandité ayant une valeur nominale de 100 CHF et 378,192 Actions Ordinaires ayant une valeur nominale de CHF

80 chacune et assorties d'une prime d'émission de CHF 20 chacune. Le montant du capital social de la Société, hors prime, se montait alors à CHF 30.355,36.

- suite à l'augmentation de capital ayant eu lieu le 28 décembre 2011, le capital social de la Société s'élève à CHF 25.428.450,- représenté par 254.284,50 actions, représenté par 1 Action de Commandité ayant une valeur nominale de 100 CHF et 254.283,50 Actions Ordinaires ayant une valeur nominale de CHF 80 chacune et assorties d'une prime d'émission de CHF 20 chacune. Le montant du capital social de la Société, hors prime, est de CHF 20.342.780,16.
 - les actionnaires souhaitent ainsi dorénavant réajuster le montant du capital social de la Société afin (i) d'exclure formellement le montant de la prime d'émission liées aux Actions Ordinaires et (ii) réduire à un montant de CHF 1,- la valeur nominale de toutes les actions de la Société.
- II. Les actionnaires, y compris l'Associé Gérant Commandité (tel que ce terme est défini par les statuts de la Société), sont représentés à l'assemblée en vertu de trois procurations données sous seing privé, et le nombre d'actions détenues sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur, le mandataire des personnes comparantes et le notaire soussigné.
- III. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront, après avoir été signées « *ne varietur* » par le mandataire des personnes comparantes et le notaire instrumentaire, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.
- I. Tous les actionnaires ont déclarés :
- avoir connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée de sorte qu'il a pu être fait abstraction de toute formalité de convocation ;
 - renoncer à leurs droits, tels que prévus à l'article 73 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, de pouvoir, au moins 8 jours avant la tenue de la présente assemblée générale, prendre connaissance de certains documents au siège social de la Société et de se voir communiquer, sur demande, certains documents sociaux ;
- IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant :
1. Modification de l'article 3 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante :
« 3. Objet social
3.1 L'objet social de la Société est d'investir les avoirs dont elle dispose dans un portefeuille diversifié de valeurs éligibles sous la Loi de 2007 dans le but de diversifier les risques d'investissement et de fournir à ses Actionnaires les résultats de la gestion de ses actifs.
3.2 A cette fin, la Société peut notamment:
3.2.1 emprunter de l'argent sous quelque forme que ce soit et donner des sécurités et consentir des garanties afférentes;
3.2.2 prêter des fonds, y compris les produits de ses emprunts à, et donner des garanties au profit d'une ou plusieurs société(s) cible(s), y compris les Sociétés Immobilières dans lesquelles elle investit

directement ou indirectement et/ou au profit de ses Filiales et/ou Affiliés ; la Société ne peut, par contre, prêter des fonds à des personnes ou entités autres que celles indiquées ci-devant ;

3.2.3 conclure des contrats d'intérêt et/ou contrats d'échange de devise;

3.2.4 conclure des contrats, y compris mais de manière non limitative, des contrats de garanties, de souscription, de commercialisation, de gestion, de conseil, d'administration, et tout autre contrat pour des services en relation avec la valorisation de ses fonds ; et/ou

3.2.5 prendre toute mesure et effectuer toute transaction autorisée par la Loi de 2007 qu'elle juge utile pour la réalisation et le développement de son objet social.

3.3 Le Société peut également prendre toute mesure et entreprendre toute opération que l'Associé Gérant Commandité jugera utile à l'accomplissement et au développement de l'objet social de la Société, dans les limites prévues par la Loi de 2007 et en vertu des stipulations afférentes du Document d'Emission.

3.4 La Société ne peut, par contre, réaliser en aucun cas une ou plusieurs opération(s) ou activité(s) réservée(s) aux établissements de crédit. »

2. Réduction de la valeur nominale des deux-cent cinquante-quatre mille deux cent quatre-vingt-trois virgule cinquante (254.283,50-) Actions Ordinaires de la Société et de l'unique Action de Commandité à un franc suisse (CHF 1) chacune, sans réduction du capital social, de sorte que le capital social de la Société sera dorénavant, prime d'émission exclue, représenté par cent (100) Actions de Commandité et vingt millions trois cent quarante-deux mille six cent quatre-vingts virgule seize (20.342.680,16-) Actions Ordinaires.
3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante :

« Chapitre II – Capital social

5. Capital social

5.1 La Société a un capital social souscrit et entièrement libéré de vingt millions trois cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingts francs suisse et seize centimes (CHF 20.342.780,16) divisé en cent (100) Actions de Commandité de la Classe B et vingt millions trois cent quarante-deux mille six cent quatre-vingts virgule seize (20.342.680,16-) Actions Ordinaires rachetables de la Classe A, les Actions ayant une valeur nominale d'un franc suisse (CHF 1,-) chacune.. La Devise Comptable est le CHF.

5.2 Le capital social minimum souscrit de la Société, augmenté le cas échéant des Primes d'Emission et/ou des Intérêts d'Actualisation, doit être d'au moins un million deux cent cinquante mille Euros (EUR 1.250.000,-) ou son équivalent dans la Devise Comptable. Ce capital social minimum doit être souscrit dans un délai de douze (12) mois à compter de la date à laquelle la Société a été inscrite sur la liste des fonds d'investissement spécialisés tenue par la CSSF.

5.3 Les Actionnaires déclarent la Prime d'Emission distribuable en vertu de l'Article 32.

5.4 Toute réduction du capital social sera décidée par l'assemblée générale des Actionnaires, sans préjudice des stipulations prévues à l'Article 10.5. »

4. Refonte totale des statuts de la Société sans modification de l'objet social de la Société, afin de leur donner la teneur suivante (la « **Refonte** ») :

« Statuts coordonnés

MIN S.C.A., FIS

fonds d'investissement spécialisé

Chapitre préliminaire - Définitions

"Actif Immobilier"	signifie: <ol style="list-style-type: none">1. une propriété constituée de terrains et bâtiments enregistrés au nom de la Société ;2. des intérêts à long terme relatifs à une propriété tels que la détention d'une surface, location de détention et options sur investissements immobiliers ; et3. toute autre signification telle que donnée à ce terme par la CSSF ainsi que tous règlements et lois applicables de temps en temps au Luxembourg
"Actifs Liquides"	signifie les investissements libellés en CHF et autres devises en (i) dépôts bancaires et instruments de marché financier, (ii) actions ou parts d'un fonds d'investissement investissant exclusivement dans des actifs visés au (i) et (iii) intérêt d'obligation payables à taux d'intérêt fixe
"Action"	signifie une action du capital émise dans le Compartiment concerné, et le cas échéant dans une Classe spécifique de ce Compartiment, émise conformément au Document d'Emission et aux Statuts ; ce terme comprend donc, selon le cas, les Actions de Commandité détenues par l'Actionnaire Commandité et/ou les Actions Ordinaires détenues par les Actionnaires Commanditaires
"Actions de Commandité"	signifie une ou plusieurs action(s) de commandité détenues par l'Actionnaire Commandité dans le capital social de la Société

"Actions Ordinaires"	signifie une ou plusieurs action(s) ordinaire(s) détenues par les Actionnaires Commanditaires dans le capital social de la Société et pouvant être émises dans des Classes distinctes
"Actionnaire"	signifie le détenteur nominatif d'Action(s), c'est-à-dire les Actionnaires Commanditaires et/ou l'Actionnaire Commandité selon le cas
"Actionnaire Commanditaire"	signifie le détenteur d'Actions Ordinaires dont la responsabilité est limitée au montant de sa contribution à la Société
"Actionnaire Commandité"	signifie MIN ASSET MANAGEMENT S.A. en sa qualité de détenteur d' Actions de Commandité qui est responsable sans limites de toutes les obligations qui ne peuvent être payées par les avoirs du ou des Compartiment(s) concerné(s); l'article 71 de la Loi de 2007 ne s'applique donc ni à lui, ni aux Actions de Commandité
"Actionnaire Défaillant"	signifie un Investisseur ou Actionnaire déclaré comme tel par l'Associé Gérant Commandité conformément au Document d'Emission
"Administrateur"	signifie un membre du Conseil d'Administration
"Affilié"	signifie en ce qui concerne une Personne, toute Personne qui, directement ou indirectement, exerce un pouvoir de contrôle sur, est contrôlé par ou est placée sous le contrôle commun avec telle Personne. Aux termes de cette définition, "contrôle" signifie la possession, directe ou indirecte, du pouvoir de diriger ou de causer la direction de la gestion et des politiques d'une Personne, que ce soit par la détention de titres octroyant des droits de vote, par contrat ou autrement
"Agent d'Administration Centrale"	signifie Alter Domus Alternative Asset Fund Administration S.à r.l., dans sa capacité d'agent administratif, agent domiciliataire, agent sociétaire et agent de registre et de transfert de la Société au Luxembourg, ou toute autre Personne pouvant être nommée par la suite pour agir en cette capacité
"Article"	signifie un article des Statuts
"Associé Gérant Commandité"	signifie MIN ASSET MANAGEMENT S.A., ou une autre entité qui peut agir comme actionnaire gérant commandité de la Société en vertu des Articles 13 et 19
"Associé Gérant Commandité de Remplacement"	a la signification lui attribuée à l'Article 14

"Biens Immobiliers"	<p>signifie:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les propriétés composées de terrains ou/et de bâtiments enregistrés au nom d'un Compartiment ; • les intérêts à long-terme liés à des biens immobiliers tels que les droits de superficie, l'emphytéose et les options sur investissements immobiliers; ainsi que toute autre signification donnée à ce terme par l'autorité de surveillance luxembourgeoise et par toutes lois et règlements applicables de temps en temps au Grand-Duché de Luxembourg
"Catégorie"	signifie une catégorie d'Actions émise dans une Classe
"Cause"	<p>signifie (i) le jugement final d'une cour de la juridiction compétente concernant la négligence grave, la fraude ou le défaut intentionnel de l'Associé Gérant Commandité quant à ses obligations édictées soit dans les Statuts soit dans le Document d'Emission; ou (ii) la violation matérielle de l'un de ces documents par l'Associé Gérant Commandité qui (a) résulte en une perte matérielle pour tout Investisseur; (b) toute situation pouvant être réparée qui n'a pas été remédiée dans les trente (30) jours calendaires suivant réception de l'avis écrit correspondant ayant été approuvé par majorité simple des Actions Ordinaires alors émises (à l'exception de toutes Actions Ordinaires détenues par l'Associé Gérant Commandité, un Affilié de l'Associé Gérant Commandité ou tout Actionnaire Défaillant) lors d'une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires; ou (c) si l'Associé Gérant Commandité n'a pas versé, en temps utile, au Compartiment(s) concerné(s) le montant total de l'indemnité concernant la perte financière subie</p>
"CHF"	signifie le franc suisse, la devise légale de la Confédération Helvétique
"Classe"	signifie une classe d'Actions émise dans un Compartiment; ce terme inclut, le cas échéant, le terme "Catégorie"
"Co-Investissement"	signifie une participation détenue par un Compartiment jusqu'à cinquante (50) pour cent du capital social dans toute Société Immobilière
"Compartiment"	signifie un compartiment de la Société
"Conseil d'Administration"	signifie la composition actuelle du conseil d'administration de l'Associé Gérant Commandité

"Conseiller en Investissement"	signifie De Pury Pictet Turrettini & Cie S.A. en sa capacité de conseiller en investissement de la Société pour tous les Compartiments, ou toute autre Personne pouvant par la suite être nommée par l'Associé Gérant Commandité pour agir en cette capacité pour un ou plusieurs Compartiment(s), tel qu'indiqué dans la Partie Spéciale
"Contrat de Souscription"	signifie le contrat de souscription d'Actions Ordinaires conclu entre l'Associé Gérant Commandité pour le compte du Compartiment concerné et chaque Investisseur Averti
"CSSF"	signifie Commission de Surveillance du Secteur Financier du Luxembourg, ou son ou ses successeur(s)
"Date de Clôture Initiale"	signifie, pour chaque Classe et Compartiment, le Jour Ouvrable Bancaire au plus tard duquel les Investisseurs doivent avoir soumis leurs Contrats de Souscription dûment remplis et signés à l'Associé Gérant Commandité pour accord, tel que renseigné dans la Partie Spéciale
"Date d'Evaluation"	signifie le dernier Jour Ouvrable Bancaire de chaque année civile et tout autre Jour Ouvrable Bancaire déterminé par l'Associé Gérant Commandité à sa seule discrétion auquel la VNI de chaque Action dans le Compartiment concerné est déterminée conformément aux Statuts et au Document d'Emission
"Dépositaire"	signifie Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A. agissant en sa qualité de dépositaire de la Société, ou toute autre institution de crédit au sens de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée, qui peut être ultérieurement nommée comme dépositaire de la Société conformément aux articles 33 et suivants de la Loi de 2007
"Devise Comptable"	signifie la devise de consolidation de la Société, c'est-à-dire le CHF
"Document d'Emission"	signifie la version actuelle du Document d'Emission de la Société
"EUR"	signifie l'Euro, la devise légale des Etats Membres de l'Union Européenne qui ont adopté une devise unique conformément au Traité de Lisbonne, tel que modifié de temps en temps
"Evaluateur Indépendant"	signifie un expert en évaluation indépendant nommé de temps en temps par l'Associé Gérant Commandité et/ou un de ses agents ou Filiales avec l'accord préalable de la CSSF pour les besoins de l'évaluation des

	Actifs Immobiliers de un ou plusieurs Compartiment(s)
"Filiale"	<p>signifie toute société luxembourgeoise ou étrangère (y compris, pour éviter toute confusion, toute Filiale détenue à 100%):</p> <ul style="list-style-type: none"> • qui est contrôlée directement ou indirectement par un ou plusieurs Compartiment(s) agissant ensemble ; ou • dans laquelle le ou les Compartiment(s) agissant ensemble détiennent plus de cinquante (50) pour cent du capital social ; et, • qui remplit les conditions suivantes : <p>(i) elle n'a pas d'autre activité que la détention directe ou indirecte d'actifs éligibles et/ou d'activités opérationnelles liées directement ou indirectement à ces investissements conformément à l'Objectif d'Investissement, aux Pouvoirs et Restrictions d'Investissement du ou des Compartiment(s) concerné(s) ; et</p> <p>(ii) dans la mesure où les règlements et règles comptables le requièrent, est consolidée dans les comptes annuels de la Société.</p> <p>Toutes les sociétés luxembourgeoises ou étrangères sont considérées comme étant "sous le contrôle" de la Société si (i) les Compartiments détiennent dans l'ensemble, directement ou indirectement, plus de cinquante (50) pour cent des droits de vote de cette société ou contrôlent plus de cinquante (50) pour cent des droits de vote conformément à un contrat conclu avec les autres actionnaires de cette société ou (ii) la majorité des gérants ou des membres du conseil de gérance ou d'administration de cette société sont des Administrateurs ou employés ou cadres de la Société ou d'un Affilié, excepté dans les cas où cela n'est pas faisable pour des raisons fiscales ou réglementaires ou (iii) la Société ou un Affilié a le droit de nommer ou destituer une majorité des gérants ou des membres du conseil de gérance ou d'administration de cette société</p>

"Filiale détenue à 100%"	signifie toute société luxembourgeoise ou étrangère dans laquelle la Société détient une participation de cent (100) pour cent, excepté lorsque les lois ou règlements applicables ne permettent pas à la Société de détenir une telle participation de cent (100) pour cent, alors "Filiale détenue à 100%" signifie toute société luxembourgeoise ou étrangère dans laquelle la Société détient la plus grande participation autorisée sous les lois et règlements applicables. Pour éviter toute confusion, les conditions applicables aux Filiales s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> aux Filiales détenues à 100%
"Fonds Liquides"	signifie les dépôts bancaires, produits d'argent liquide et instruments financiers similaires
"Initiateur"	la Personne à l'initiative de laquelle un Compartiment est lancé
"Intérêt d'Actualisation"	signifie pour chaque émission d'Action Ordinaire entre deux Dates d'Evaluation, le taux d'intérêt, tel que renseigné à la Partie Spéciale, le cas échéant, qui peut être calculé au <i>pro rata temporis</i> et ajouté par l'Associé Gérant Commandité au prix d'émission initial concerné de chaque Action Ordinaire afin de préserver le traitement égalitaire entre les Actionnaires Commanditaires concernés. Les formes et procédures de souscription des Actions Ordinaires, telles que renseignées dans la Partie Spéciale, s'appliquent <i>mutatis mutandis</i>
"Investissement Immobilier"	signifie tout Bien Immobilier et/ou Société Immobilière détenu(s) directement ou indirectement par la Société
"Investisseur"	signifie tout Investisseur Averti qui a signé un Contrat de Souscription (pour éviter toute confusion, le terme inclut, le cas échéant, les Actionnaires)
"Investisseur Averti"	signifie tout investisseur averti au sens de l'article 2 (1) de la Loi de 2007
"Jour Ouvrable Bancaire"	signifie tout jour entier de la semaine à l'exception des samedi et dimanche au cours duquel les banques sont ouvertes pour les opérations courantes au Luxembourg
"Loi de 1915"	signifie la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ou remplacée de temps en temps
"Loi de 2007"	signifie la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 sur les fonds d'investissements spécialisés, telle que modifiée ou remplacée de temps en temps

"Objectif d'Investissement"	signifie l'objectif d'investissement de la Société et/ou d'un Compartiment spécifique, tel que renseigné dans le Document d'Emission
"OPC"	signifie organisme de placement collectif
"Partie Générale"	signifie la partie du Document d'Emission dans laquelle sont contenues les stipulations applicables à tous les Compartiments
"Partie Spéciale"	signifie la partie du Document d'Emission dans laquelle les stipulations spécifiques au(x) Compartiment(s) sont détaillées
"Personne"	signifie toute personne physique, société, trust, partenariat, état, association de fait, fonds, plan ou autre entité légale
"Période Initiale de Souscription"	signifie la période qui commence à la Date de Clôture Initiale et se termine vingt-quatre (24) mois plus tard au cours de laquelle les Actions sont offertes au Prix Initial de Souscription augmenté, le cas échéant, des Primes d'Emission et/ou de l'Intérêt d'Actualisation
"Personne U.S."	a la signification qui lui est donnée par la <i>Regulation S du United States Securities Act</i> de 1933
"Personne Prohibée"	signifie toute personne, entreprise, association ou entité sociétaire, lorsque, selon l'avis de l'Associé Gérant Commandité, la détention d'Actions peut être nuisible aux intérêts des Actionnaires existants ou d'un/des Compartiment(s), lorsque cela est susceptible de constituer une violation d'une disposition légale ou réglementaire de droit luxembourgeois ou étranger ou lorsqu'en conséquence la Société et/ou le Compartiment concerné(s) peuvent être exposés à des préjudices fiscaux et/ou réglementaires (y compris, de manière non limitative, le fait que les avoirs de la Société et/ou du Compartiment soient considérés comme constituant des " <i>plan assets</i> " en vertu des <i>US Department of Labor Regulations</i> sous le <i>Employee Retirement Income Security Act</i> de 1974 tel que modifié), amendes ou pénalités qui n'auraient pas trouvé à s'appliquer autrement, en ce compris toute entité qui n'est pas dispensée de la taxe française de trois (3) pour cent qui résulte de l'article 990D du Code de taxation français (tel que modifié de temps en temps); en conséquence de laquelle la Société, tout Compartiment ou entité de la structure de la Société peut être tenue de payer toute taxe française de trois (3) pour cent suite à la possession d'Actions par cette entité et qu'il n'y a pas d'arrangement alternatif raisonnable satisfaisant au paiement de cette taxe de

	trois (3) pour cent par l'Actionnaire non-exempté en question; le terme "Personne Prohibée" inclut tout investisseur qui ne satisfait pas ou plus aux critères de la définition d'Investisseur Averti ainsi que les Personnes US
"Pouvoirs et Restrictions d'Investissement"	signifie les pouvoirs et restrictions d'investissement applicables à la Société et/ou à un ou plusieurs Compartiment(s) spécifique(s), tels que renseignés dans le Document d'Emission
"Prime d'Emission"	signifie les montants d'émission payés, le cas échéant, par les Actionnaires au moment des augmentations de capital du Compartiment correspondant, de tels montants étant à disposition du Compartiment concerné en vertu des Contrats de Souscription conclus avec la Société
"Prix Initial de Souscription"	signifie, sauf stipulation contraire dans la Partie Spéciale, en ce qui concerne une Action, sa valeur nominale augmentée par la Prime d'Emission et/ou l'Intérêt d'Actualisation correspondant tel qu'indiqué pour chaque Compartiment et Classe concernée dans la Partie Spéciale
"Société"	signifie MIN S.C.A., FIS, un fonds d'investissement spécialisé à compartiments multiples constitué sous la forme d'une société en commandite par actions régie par la Loi de 1915 et la Loi de 2007; le terme "Société" inclut également, le cas échéant, un quelconque ou tous ses Compartiments
"Société Immobilière"	signifie toute société, association ou autre entité cotée ou non cotée en bourse, établie dans le but soit d'acquérir, développer, redévelopper, gérer, louer et vendre directement des Biens Immobiliers soit de détenir, directement ou indirectement, des actions ou intérêts dans une ou plusieurs sociétés, associations ou autres entités qui, à leur tour, sont établies dans le but d'acquérir, développer, redévelopper, gérer, louer et vendre directement des Biens Immobiliers, pour autant que la détention de participations dans cette Société Immobilière soit au moins aussi liquide que les droits de propriété détenus directement par la Société et ses Compartiments (pour éviter toute confusion, le terme Société Immobilière inclut, le cas échéant, un Co-Investissement)
"Statuts"	signifie la version actuelle des statuts de la Société

"Valeur de Marché Ouvert"	signifie la valeur de marché d'un Bien Immobilier telle que déterminée par un Evalueur Indépendant conformément à la méthodologie déterminée de temps en temps par l'Associé Gérant Commandité et décrite dans le Document d'Emission
"Valeur Nette d'Inventaire" ou "VNI"	signifie la valeur nette d'inventaire par Action d'une Catégorie, Classe et/ou Compartiment donné, déterminée conformément au Document d'Emission et aux Statuts

Chapitre I^{er} – Forme, dénomination et structure sociales, Siège social, Objet social et Durée

1. Forme, dénomination et structure sociales

1.1 Il existe entre l'Associé Gérant Commandité en sa qualité d'Actionnaire Commandité, les Actionnaires Commanditaires et tous ceux qui deviendront détenteurs d'une ou de plusieurs Action(s), une société luxembourgeoise sous la forme d'une société commandite par actions se qualifiant en tant que fonds d'investissement spécialisé régie par la Loi de 2007, la Loi de 1915, les Statuts et le Document d'Emission.

1.2 La Société existe sous le nom de **MIN S.C.A., FIS**.

1.3 La Société a une structure à Compartiments multiples conformément aux dispositions de l'article 71 de la Loi de 2007. Elle doit néanmoins être considérée comme une seule entité juridique. Chaque Compartiment constitue un groupe d'avoirs et de dettes distinct établis par décision de l'Associé Gérant Commandité. Les actifs d'un Compartiment donné répondent exclusivement des dettes, engagements et obligations qui sont attribués à ce Compartiment. Dans les relations entre Actionnaires, chaque Compartiment doit être traité comme une entité à part. Cette stipulation ne vaut cependant pas pour l'Associé Gérant Commandité en sa qualité d'Actionnaire Commandité qui, lui, est responsable sans limites de toutes les obligations qui ne peuvent être payées par les avoirs du ou des Compartiment(s) concerné(s).

1.4 Chacun de ces groupes d'actifs doit être investi dans l'intérêt exclusif des Actionnaires du Compartiment concerné. En vertu de l'Article 19, l'Associé Gérant Commandité doit attribuer un Objectif d'Investissement, ainsi que des Pouvoirs et Restrictions d'Investissement et une dénomination spécifiques à chaque Compartiment.

2. Siège social

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

2.2 L'Associé Gérant Commandité est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur du territoire de la commune du siège social de la Société ou dans toute autre

commune du Grand-Duché de Luxembourg et à procéder à la modification des Statuts en cas de transfert du siège social de la Société dans une autre commune.

2.3 Lorsqu'un événement politique, économique ou social de nature exceptionnelle se produit, ou menace de se produire, qui est susceptible d'affecter soit le fonctionnement normal de la Société à son siège social soit les moyens de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, l'Associé Gérant Commandité peut temporairement transférer le siège social à l'étranger jusqu'au moment où ces circonstances ont complètement cessées. Cette décision n'affecte pas la nationalité de la Société qui, nonobstant ce transfert, reste une société luxembourgeoise et un fonds d'investissement spécialisé sous la Loi de 2007.

2.4 Les succursales, Filiales ou autres bureaux de la Société peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger par décision de l'Associé Gérant Commandité.

3. Objet social

3.1 L'objet social de la Société est d'investir les avoirs dont elle dispose dans un portefeuille diversifié de valeurs éligibles sous la Loi de 2007 dans le but de diversifier les risques d'investissement et de fournir à ses Actionnaires les résultats de la gestion de ses actifs.

3.2 A cette fin, la Société peut notamment:

3.2.1 emprunter de l'argent sous quelque forme que ce soit et donner des sécurités et consentir des garanties afférentes;

3.2.2 prêter des fonds, y compris les produits de ses emprunts à, et donner des garanties au profit d'une ou plusieurs société(s) cible(s), y compris les Sociétés Immobilières dans lesquelles elle investit directement ou indirectement et/ou au profit de ses Filiales et/ou Affiliés ; la Société ne peut, par contre, prêter des fonds à des personnes ou entités autres que celles indiquées ci-devant ;

3.2.3 conclure des contrats d'intérêt et/ou contrats d'échange de devise ;

3.2.4 conclure des contrats, y compris mais de manière non limitative, des contrats de garanties, de souscription, de commercialisation, de gestion, de conseil, d'administration, et tout autre contrat pour des services en relation avec la valorisation de ses fonds ; et/ou

3.2.5 prendre toute mesure et effectuer toute transaction autorisée par la Loi de 2007 qu'elle juge utile pour la réalisation et le développement de son objet social.

3.3 Le Société peut également prendre toute mesure et entreprendre toute opération que l'Associé Gérant Commandité jugera utile à l'accomplissement et au développement de l'objet social de la Société, dans les limites prévues par la Loi de 2007 et en vertu des stipulations afférentes du Document d'Emission.

3.4 La Société ne peut, par contre, réaliser en aucun cas une ou plusieurs opération(s) ou activité(s) réservée(s) aux établissements de crédit.

4. Durée

4.1 La Société est établie pour une durée illimitée.

4.2 Bien que la Société soit établie pour une durée illimitée, chaque Compartiment peut être établi par l'Associé Gérant Commandité soit pour une durée limitée soit pour une durée illimitée, conformément à ce qui est indiqué dans la Partie Spéciale.

4.3 Lorsqu'un Compartiment est établi pour une durée limitée, l'Associé Gérant Commandité peut, à l'expiration de la période initiale, prolonger la durée du Compartiment en question une ou plusieurs fois conformément à ce qui est précisé dans la Partie Spéciale. A l'expiration de la durée d'un Compartiment, la Société doit racheter les Actions de la/des Classe(s) correspondantes, conformément à l'Article 10, nonobstant les stipulations de l'Article 30.

Chapitre II – Capital social

5. Capital social

5.1 La Société a un capital social souscrit et entièrement libéré de vingt millions trois cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingts francs suisse et seize centimes (CHF 20.342.780,16) divisé en cent (100) Actions de Commandité de la Classe B et vingt millions trois cent quarante-deux mille six cent quatre-vingts virgule seize (20.342.680,16-) Actions Ordinaires rachetables de la Classe A, les Actions ayant une valeur nominale d'un franc suisse (CHF 1,-) chacune.. La Devise Comptable est le CHF..

5.2 Le capital social minimum souscrit de la Société, augmenté le cas échéant des Primes d'Emission et/ou des Intérêts d'Actualisation, doit être d'au moins un million deux cent cinquante mille Euros (EUR 1.250.000,-) ou son équivalent dans la Devise Comptable. Ce capital social minimum doit être souscrit dans un délai de douze (12) mois à compter de la date à laquelle la Société a été inscrite sur la liste des fonds d'investissement spécialisés tenue par la CSSF.

5.3 Les Actionnaires déclarent la Prime d'Emission distribuable en vertu de l'Article 32.

5.4 Toute réduction du capital social sera décidée par l'assemblée générale des Actionnaires, sans préjudice des stipulations prévues à l'Article 10.5.

Chapitre III - Emission, Transfert, Conversion et Rachat d'Actions

6. Classes et Catégories

6.1 L'Associé Gérant Commandité peut, à tout moment, créer des Classes différentes qui peuvent se distinguer, entre autres, dans leur structure de frais, d'investissement minimum,

des conditions de détention, d'Investisseurs visés et de politique de distribution ou par rapport à d'autres caractéristiques tels qu'indiqués dans la Partie Spéciale.

6.2 Si plusieurs Classes se rapportent à un même Compartiment, les avoirs attribués à ces Classes doivent être investis en commun conformément à l'Objectif d'Investissement, ainsi qu'aux Pouvoirs et Restrictions d'Investissement du Compartiment concerné.

6.3 Les Actionnaires d'une même Classe doivent être traités de la même manière, proportionnellement au nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.

6.4 Dans chaque Classe, l'Associé Gérant Commandité peut, à tout moment, créer une ou plusieurs Catégorie(s) différentes qui peuvent se distinguer, entre autre, par leur politique de distribution ou par rapport à d'autres caractéristiques tels qu'indiqués dans la Partie Spéciale.

7. Forme des Actions et registre des Actionnaires

7.1 Les Actions sont uniquement émises sous forme nominative.

7.2 Toutes les Actions émises doivent être inscrites dans le registre des Actionnaires tenu soit par la Société soit par une ou plusieurs personne(s) désignée(s) à cet effet par l'Associé Gérant Commandité; ce registre doit contenir le nom de chaque Actionnaire, sa résidence, siège ou domicile élu, tels que communiqués à la Société, le nombre d'Actions qu'il détient et, le cas échéant, le montant libéré de chaque Action.

7.3 La propriété de chaque Action s'établit par inscription au registre des Actionnaires. En principe, la Société n'est pas obligée d'émettre de certificat constatant cette inscription, mais chaque Actionnaire doit recevoir une confirmation écrite de sa qualité d'Actionnaire.

7.4 Le transfert d'Actions se fait par une déclaration de transfert écrite, portée à la connaissance de la Société, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou toute personne détenant les pouvoirs de procuration appropriés pour agir en leur noms. Pour autant que les stipulations des Articles 7.6 et 9 soient respectées, tout transfert d'Action doit être inscrit au registre des Actionnaires; cette inscription doit être signée par un Administrateur agissant au nom et pour le compte de l'Associé Gérant Commandité ou un fondé de pouvoir de la Société ou par toute autre personne désignée à cet effet par l'Associé Gérant Commandité.

7.5 Chaque Actionnaire doit fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite au registre des Actionnaires.

7.6 Dans l'hypothèse où un Actionnaire ne fournirait pas d'adresse à la Société, mention en sera faite au registre des Actionnaires, et l'adresse de l'Actionnaire est réputée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse mentionnée dans le registre par la Société de temps en temps, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'Actionnaire en question. Un Actionnaire peut, à tout moment, faire changer l'adresse inscrite

au registre des Actionnaires par une notification écrite, envoyée à la Société à son siège social ou à telle autre adresse déterminée par l'Associé Gérant Commandité de temps en temps.

7.7 La Société reconnaît seulement un (1) propriétaire par Action. Si une ou plusieurs Action(s) sont détenues conjointement ou si la propriété de cette/ces Action(s) est litigieuse, toutes les personnes invoquant un droit sur cette/ces Action(s) désigneront un mandataire pour représenter la propriété de ces Actions à l'égard de la Société. A défaut de désigner ce mandataire, tous les droits attachés à cette/ces Action(s) seront suspendus. Par ailleurs, l'Associé Gérant Commandité se réserve le droit, dans le cas d'Actionnaires conjoints, de payer les produits du rachat, distributions ou autres paiements au premier détenteur enregistré seulement, que la Société peut considérer comme étant le représentant de tous les détenteurs conjoints, ou à tous les Actionnaires conjoints ensemble, et ce, à son entière discrétion.

7.8 L'Associé Gérant Commandité peut décider d'émettre des fractions d'Actions jusqu'à trois points de décimale. De telles fractions d'Actions ne confèrent pas le droit de vote mais donneront droit à une fraction correspondante des avoirs du Compartiment et de la Classe concernée sur une base proportionnelle.

8. Emission d'Actions

8.1 Souscription

8.1.1 L'Associé Gérant Commandité est autorisé à prévoir que pendant une Période Initiale de Souscription, les souscriptions d'Actions sont soumises au paiement, au moment de l'émission de ces Actions, de la valeur nominale de ces Actions augmentée d'une Prime d'Emission et/ou d'un Intérêt d'Actualisation, si applicable; après la Période Initiale de Souscription, s'il y en a, les Actions sont offertes à un prix comprenant la valeur nominale des Actions augmentée d'une Prime d'Emission qui, ensemble, ne peut être inférieur à la dernière Valeur Nette d'Inventaire disponible de ces Actions.

8.1.2 L'Associé Gérant Commandité est également autorisé à imposer des conditions quant à l'émission d'Actions (y compris, de manière non limitative, la nécessité de signer des documents de souscription et de fournir toutes les informations que l'Associé Gérant Commandité juge nécessaires) et fixer un montant minimum de souscription et/ou un montant minimum de participation. L'Associé Gérant Commandité peut aussi, pour un Compartiment, Classe ou Catégorie déterminé(s), prélever des frais de souscription. Toutes les conditions auxquelles les émissions d'Actions peuvent être soumises sont détaillées dans le Document d'Emission.

8.1.3 L'Associé Gérant Commandité peut, au cours des activités de vente et à sa seule discrétion, cesser d'émettre des Actions. Il peut en outre, à sa seule discrétion et sans responsabilité, accepter ou rejeter, en tout ou en partie, toute souscription d'Actions et suspendre ou limiter leur émission aux personnes physiques ou morales dans des pays ou régions particulières, pour une durée déterminée ou de manière permanente, et peut exiger

que tout souscripteur lui fournisse toute information qu'il juge nécessaire afin de déterminer si cette personne est éligible pour souscrire des Actions.

8.1.4 L'Associé Gérant Commandité peut également imposer des restrictions sur la fréquence à laquelle les Actions sont émises. Il peut, en particulier, décider que, pour un ou plusieurs Compartiment(s), les Actions ne seront émises que pendant une ou plusieurs périodes de souscription ou à telle autre fréquence prévue dans le Document d'Emission.

8.1.5 En outre, l'Associé Gérant Commandité peut imposer des restrictions sur le nombre d'Actionnaires dans chaque Compartiment, comme décrit dans le Document d'Emission. En conséquence, tout transfert d'Actions qui entraînerait directement ou indirectement un dépassement de ce nombre n'est pas autorisé.

8.1.6 Aucune Action ne sera émise durant toute période au cours de laquelle le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action dans le Compartiment, Classe ou Catégorie concerné est suspendu conformément aux stipulations de l'Article 12.

8.2 Libération et paiement

8.2.1 La Société peut uniquement émettre des Actions entièrement libérées.

8.2.2 L'Associé Gérant Commandité peut déléguer à tout Administrateur ou tout autre mandataire dûment autorisé à cette fin le pouvoir d'accepter les souscriptions, de recevoir le paiement du prix des nouvelles Actions à émettre.

8.2.3 L'Associé Gérant Commandité peut accepter, outre les souscriptions en numéraire, de temps en temps et à sa seule discrétion, des souscriptions d'Actions moyennant apport autre qu'en numéraire, qui pourrait être obtenu par le Compartiment concerné conformément à son Objectif d'Investissement, ainsi qu'à ses Pouvoirs et Restrictions d'Investissement. Tout apport autre qu'en numéraire doit être évalué par un réviseur d'entreprises agréé dans un rapport établi conformément aux conditions des lois luxembourgeoises, le coût de ce rapport étant à charge de l'Investisseur concerné.

8.2.4 Le manquement d'un Investisseur à réaliser, dans une période de temps définie par l'Associé Gérant Commandité, les apports demandés ou d'effectuer certains autres paiements dans le respect des termes décrits dans le Document d'Emission ou tout document afférent, autorise l'Associé Gérant Commandité à déclarer cet Investisseur en tant qu'Actionnaire Défaillant, ce qui entraînera à ses dépens des pénalités détaillées dans le Document d'Emission, à moins que l'Associé Gérant Commandité ne décide discrétionnairement à y renoncer.

9. Transfert et conversion d'Actions

9.1 Aucune Action ne peut être transférée à une Personne Prohibée et aucun transfert d'Action ne peut entraîner un nombre d'Actionnaires, dans un Compartiment déterminé, supérieur au nombre d'Actionnaires de ce Compartiment tel que prévu à l'Article 8.1.5.

9.2 Tout transfert d'Action est soumis à l'accord préalable de l'Associé Gérant Commandité. Celui-ci est libre de refuser son consentement à un transfert d'Action, notamment s'il estime que le (liste non exhaustive) :

9.2.1 transfert violerait une loi ou réglementation applicable ou les Statuts ;

9.2.2 cessionnaire n'est pas un Investisseur Averti éligible conformément aux stipulations du Document d'Emission ;

9.2.3 cessionnaire est un concurrent de la Société ; ou,

9.2.4 cessionnaire n'a pas de solvabilité similaire à celle du cédant.

9.3 Chaque transfert d'Action est soumis à la condition suspensive que le cessionnaire accepte par écrit de remplir entièrement et complètement les obligations restantes du cédant liées aux Actions transférées en vertu du Contrat de Souscription correspondant et accepte par écrit d'être lié par les termes du Document d'Emission et des Statuts.

9.4 L'Associé Gérant Commandité peut de temps en temps décider que les Actionnaires ont le droit de demander la conversion de tout ou partie de leurs Actions dans toute Classe dans une ou plusieurs Classe(s) du même Compartiment et/ou dans une ou plusieurs Class(es) d'un autre Compartiment à condition que l'Associé Gérant Commandité puisse, tel que décrit dans le Document d'Emission:

9.4.1 établir les restrictions, limites et conditions relatives au droit et à la fréquence des conversions entre certaines Classes et/ou Compartiments ; et,

9.4.2 soumettre ces conversions au paiement des taxes, frais et commissions qu'il déterminera.

9.5 Le droit de tout Actionnaire de demander la conversion de ses Actions sera suspendu par l'Associé Gérant Commandité durant toute période au cours de laquelle la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des Classes et/ou Compartiments concernés ont été suspendu conformément à l'Article 12.

9.6 Le prix de la conversion sera calculé en se référant à la Valeur Nette d'Inventaire respective des Classes et Compartiments concernées déterminée soit à la même Date d'Evaluation soit à n'importe quel autre Jour Ouvrable Bancaire déterminé par l'Associé Gérant Commandité selon les stipulations de l'Article 11 et les règles établies dans le Document d'Emission.

9.7 Au cas où une demande de conversion aurait pour effet de réduire la Valeur Nette d'Inventaire totale des Actions détenues par l'Actionnaire concerné dans la Classe afférente en-dessous du nombre ou de la valeur déterminé(e) par l'Associé Gérant Commandité tel que décrit dans la Partie Spéciale, l'Associé Gérant Commandité pourra décider que cette demande soit considérée comme une demande de conversion de toutes les Actions détenues par cet Actionnaire dans la Classe initiale.

9.8 Les Actions qui ont été converties en Actions d'une autre Classe seront automatiquement annulées.

10. Rachat d'Actions

Les Actionnaires ont autorisé la Société à racheter les Actions Ordinaires. Les Actions de Commandité ne sont pas rachetables.

10.1 Droit de rachat

Les Compartiments sont soit de type ouvert, soit de type fermé, tel que prévu dans le Document d'Emission.

10.2 Procédure de rachat

10.2.1 Le cas échéant, toute demande de rachat doit être faite par l'Actionnaire Commanditaire concerné au siège social de la Société ou au siège de la personne ou entité désignée par l'Associé Gérant Commandité comme étant son agent pour le rachat des Actions.

10.2.2 Toute demande de rachat doit comprendre le nom et l'adresse de l'Actionnaire concerné, le nombre d'Actions Ordinaires à racheter et la/les Catégorie(s), Classe(s) et Compartiment(s) dans lesquels ces Actions doivent être rachetées. Le défaut de présenter une de ces informations peut entraîner un report de cette demande de rachat pendant que l'Associé Gérant Commandité recherche ces informations.

10.2.3 Dans le respect des Articles 10.2.5 et 10.2.6, une demande de rachat ne devient effective qu'après l'expiration d'une période de préavis de maximum douze (12) mois, tel que renseigné au Document d'Emission. Cette demande de rachat est irrévocable, à moins que l'Associé Gérant Commandité, agissant en sa seule discrétion, en décide autrement.

10.2.4 En principe, les demandes de rachat sont traitées à la première Date d'Evaluation qui suit l'expiration du délai de préavis décrit à l'Article 10.2.3.

10.2.5 Nonobstant ce qui précède, la Société a le droit de refuser de racheter ces Actions pour une période d'un (1) an à partir de la date à laquelle la demande de rachat devient effective, lorsque les Fonds Liquides ne sont pas suffisants ou pas immédiatement disponibles pour financer la demande de rachat et pour assurer le bon fonctionnement du Compartiment concerné.

10.2.6 Si, après l'expiration de cette période d'un (1) an, les Fonds Liquides sont toujours insuffisants, l'Associé Gérant Commandité a l'obligation de disposer de tout ou partie des actifs du Compartiment concerné. La Société peut refuser de racheter les Actions jusqu'à ce qu'elle puisse disposer de ses actifs à des prix du marché satisfaisants, pour une période maximale de deux (2) ans à partir de la date à laquelle la demande de rachat devient effective.

10.2.7 La Société peut recourir à des emprunts dans les limites contenues dans le Document d'Emission dans le but de financer une demande de rachat.

10.2.8 Les Actions seront rachetées à la Valeur Nette d'Inventaire par Action, telle que déterminée pour la Classe ou Catégorie concernée à la date à laquelle le rachat est traité.

10.2.9 Les rachats doivent se faire conformément à la Loi de 2007 et la Loi de 1915, entre autres les articles 49-3 (1) g), 49-8 (5) et 72-3 (2). Toute Action rachetée est automatiquement annulée. Si, en conséquence du rachat, le capital social souscrit de la Société tombe en dessous du minimum requis par la Loi de 2007 ou que la réserve légale, créée conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et telle que définie à l'Article 31, tombe en dessous du niveau requis, l'Associé Gérant Commandité devra convoquer une assemblée générale des Actionnaires pour décider de la dissolution de la Société afin de procéder au rachat de toutes les Actions Ordinaires restantes dans une période maximale de deux (2) ans.

10.2.10 Au cas où une demande de rachat aurait pour effet de réduire la Valeur Nette d'Inventaire totale des Actions détenus par l'Actionnaire concerné dans la Classe et/ou Catégorie concernée en-dessous du nombre ou de la valeur déterminée par l'Associé Gérant Commandité et décrit dans le Document d'Emission, l'Associé Gérant Commandité pourra décider que cette demande de rachat soit considérée comme une demande de rachat pour toutes les Actions Ordinaires détenues par cet Actionnaire dans cette Classe et/ou Catégorie.

10.3 Paiement du produit du rachat

10.3.1 Le paiement du produit résultant du rachat doit être fait endéans un délai de trente (30) Jours Ouvrables Bancaires suivant la Date d'Evaluation à laquelle le rachat est traité, pour autant que tous les documents nécessaires au rachat aient été reçus par l'agent concerné de la Société.

10.3.2 Les paiements doivent être faits sans intérêts, dans la devise de la Catégorie, Classe ou du Compartiment concerné, par transfert électronique au compte bancaire spécifié par l'Actionnaire Commanditaire concerné, aux risques et dépens de l'Actionnaire concerné.

10.3.3 Au moment du paiement, les Actions correspondantes sont immédiatement annulées dans le registre des Actionnaires. Toutes taxes, commissions et autres frais encourus dans les pays respectifs dans lesquels les Actions sont vendues sont à charge de l'Actionnaire concerné.

10.3.4 L'obligation de verser le produit du rachat peut également être satisfaite par le paiement en nature en allouant à l'Actionnaire concerné des investissements du portefeuille du Compartiment concerné de même valeur déterminés à la Valeur Nette d'Inventaire par Action applicable. L'Associé Gérant Commandité déterminera la nature et le type d'actifs qui peuvent être transférés dans ce cas, en prenant en considération l'ensemble des intérêts de tous les Actionnaires dans le Compartiment concerné. Tout paiement en nature devra être

évalué par un réviseur d'entreprises agréé dans un rapport établi conformément aux conditions prescrites par les lois luxembourgeoises, le coût de ce rapport étant à charge de l'Actionnaire concerné à moins que les paiements en nature ne soient dans l'intérêt de tous les Actionnaires auquel cas le coût sera à charge du Compartiment concerné.

10.4 Suspension des Rachats

10.4.1 En vertu de l'Article 12, dans des circonstances extraordinaires qui requièrent la suspension des rachats d'Actions dans les Compartiment(s) concerné(s), l'Associé Gérant Commandité peut, en tenant compte des intérêts de tous les Actionnaires concernés, suspendre le rachat des Actions.

10.4.2 Dans l'hypothèse d'une suspension des rachats, l'Associé Gérant Commandité en notifiera la CSSF et avisera les Actionnaires concernés par écrit. Il agira de même façon une fois que la suspension est terminée.

10.4.3 Si une demande de rachat n'est pas révoquée avant la fin de la période de suspension, elle sera traitée conformément aux stipulations afférentes après la fin de la période de suspension.

10.5 Rachat forcé

10.5.1 Si l'Associé Gérant Commandité découvre, à n'importe quel moment, qu'une ou plusieurs Action(s) Ordinaires sont détenue(s) par une ou plusieurs Personne(s) Prohibée(s), soit par une personne ne se qualifiant pas en tant qu'Investisseur Averti éligible (tels que décrit dans le Document d'Emission), soit seule soit conjointement avec toute autre personne, soit directement ou indirectement, l'Associé Gérant Commandité peut, à sa discrétion et sans responsabilité, racheter de manière forcée ces Actions à la dernière Valeur Nette d'Inventaire par Action disponible après avoir donné à cette Personne Prohibée un préavis d'au moins quinze (15) Jours Ouvrables Bancaires. Dès le moment du rachat, la Personne Prohibée cessera d'être propriétaire de ces Action(s) qui, une fois rachetée(s), seront automatiquement annulée(s).

10.5.2 L'Associé Gérant Commandité peut requérir toute personne concernée de lui fournir les informations qu'il juge nécessaires dans le but de déterminer si cette Personne est soit un Investisseur Averti éligible soit une Personne Prohibée ou non.

10.5.3 Dans chaque Compartiment, l'Associé Gérant Commandité peut, en plus et dans sa seule discrétion, racheter tout ou partie des Actions Ordinaires à leur dernière VNI disponible proportionnellement au nombre d'Actions Ordinaires détenus par chaque Actionnaire Commanditaire concerné.

10.5.4 Les coûts et frais liés à un rachat forcé sont à charge de l'Actionnaire concerné.

Chapitre IV - Valeur Nette d'Inventaire

11. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action

11.1 La Valeur Nette d'Inventaire par Action de chaque Catégorie et/ou Classe dans chaque Compartiment est calculée, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise et les stipulations afférentes des Statuts et du Document d'Emission, à chaque Date d'Evaluation par l'Agent d'Administration Centrale sous la responsabilité de l'Associé Gérant Commandité.

11.2 La Valeur Nette d'Inventaire par Action est exprimée dans la devise de la Catégorie et/ou Classe concernée. A défaut de stipulation afférente dans le Document d'Emission, elle est exprimée dans la Devise Comptable. La Valeur Nette d'Inventaire par Action est déterminée en divisant les actifs nets de chaque Catégorie, Classe et Compartiment, constitués par la valeur de ses actifs moins ses engagements, par le nombre total d'Actions émises dans cette Catégorie, Classe et ce Compartiment, conformément aux règles d'évaluation décrites ci-dessous.

11.3 La Valeur Nette d'Inventaire par Action peut être arrondie soit vers le haut soit vers le bas comme l'Associé Gérant Commandité le déterminera dans le Document d'Emission.

11.4 La Valeur Nette d'Inventaire par Action sera disponible au plus tard soixante (60) Jours Ouvrables Bancaires après la Date d'Evaluation correspondante.

11.5 Aux fins de détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des Actions, les Actions déchuës de droits sont ignorées, sauf pour la détermination du prix de rachat forcé, qui correspond à la Valeur Nette d'Inventaire par Action moins les coûts et charges du rachat forcé, tel que décrit à l'Article 10.5.

11.6 Les avoirs de chaque Compartiment comprennent notamment (liste non exhaustive) :

11.6.1 les propriétés, droits et droits de propriété détenus et enregistrés soit au nom du Compartiment concerné soit au nom d'une des Filiales ;

11.6.2 les investissements immobiliers, droits immobiliers, droits de propriété et participations dans des Sociétés Immobilières détenus et enregistrés soit au nom du Compartiment concerné soit au nom d'une des Filiales ;

11.6.3 les actions, parts, titres, obligations, participations en valeurs convertibles, autres titres de créance et tout autre titre émis par les OPC cibles, OPC maîtres, Filiales et/ou Sociétés Immobilières ;

11.6.4 toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts échus ou courus;

11.6.5 tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de Biens Immobiliers, droits immobiliers, titres ou autres avoirs vendus mais pas encore encaissés) ;

11.6.6 toutes les obligations, titres à terme, certificats de dépôt, actions, obligations, droits de souscription, warrants, options et autres valeurs, instruments financiers et autres avoirs similaires détenus ou qui ont fait l'objet d'un contrat par le Compartiment, pour autant que le Compartiment puisse faire des ajustements d'une manière qui ne soit pas en contradiction avec l'Article 11.8.4 en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droit ou des procédés similaires ;

11.6.7 tous les dividendes, en espèces ou en nature, et paiements reçus en espèces par le Compartiment dans la mesure où l'information y relative est raisonnablement à la disposition de l'Associé Gérant Commandité ;

11.6.8 tous les loyers échus sur tout Investissement Immobilier ou intérêts échus ou courus sur les avoirs produisant des intérêts détenus par le Compartiment, sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans la valeur attribuée à ces avoirs ;

11.6.9 les dépenses de formation du Compartiment et proportionnellement aux dépenses de formation de la Société, y compris les coûts d'organisation et le coût d'émission et de distribution des Actions du Compartiment, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été amorties; et,

11.6.10 tous les autres avoirs de quelque sorte et nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance, pour autant qu'elles n'ont pas encore été amorties.

11.7 Chaque Compartiment peut seulement acquérir et détenir des avoirs qualifiés « d'investissements éligibles » dans la Partie Spéciale.

11.8 La valeur de ces avoirs est déterminée de la manière suivante :

11.8.1 les titres qui sont soit cotés en bourse soit négociés sur un autre marché réglementé sont évalués sur base de la dernière valeur de vente publiée ;

11.8.2 sous réserve des stipulations ci-dessous, les titres qui ne sont ni cotés en bourse ni négociés sur un autre marché réglementé sont évalués au coût d'acquisition historique (comprenant les frais accessoires) diminué des corrections de valeur en cas de dépréciation, qui de l'avis du Conseil d'Administration, revêt un caractère durable; ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister (*at cost less permanent impairment*) ;

11.8.3 sous réserve des stipulations ci-dessous, les Biens Immobiliers sont évalués à chaque Date d'Evaluation par un Evalueur Indépendant. Chaque évaluation est réalisée sur base de la Valeur de Marché Ouvert ;

11.8.4 les valeurs de Sociétés Immobilières qui ne sont ni cotées en bourse ni négociées sur un autre marché réglementé sont évaluées sur base de la valeur probable nette de réalisation (hors tout impôt différé) évaluée avec prudence et de bonne foi par

l'Associé Gérant Commandité en utilisant la valeur des Biens Immobiliers telle que déterminée conformément à l'Article 11.8.3 et comme édicté ci-dessous ;

11.8.5 la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, dépenses prépayées, dividendes en numéraire et intérêts annoncés ou échus mais non encore touchés, est censée être le montant total, à moins qu'il soit improbable que ce dernier soit payé ou reçu intégralement, auquel cas, la valeur est fixée après avoir effectué une réduction jugée appropriée dans un tel cas pour refléter la valeur exacte; et,

11.8.6 tous les autres valeurs ou avoirs, y compris les titres de créance, valeurs sujettes à restrictions (*restricted securities*) et valeurs pour lesquelles aucune cotation de marché n'est disponible sont évalués sur base de cotations fournies par des courtiers (*dealer-supplied*) ou par un service de prix (*pricing service*) approuvé par l'Associé Gérant Commandité ou, dans la mesure où de tels prix ne sont pas jugés comme étant représentatifs des valeurs du marché par l'Associé Gérant Commandité, ces valeurs et autres actifs sont évalués à la juste valeur telle que déterminée prudemment et de bonne foi par l'Associé Gérant Commandité. Les instruments du marché monétaire détenus par le Compartiment concerné ayant une maturité de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires ou moins sont évalués par la méthode du coût amorti (qui se rapproche de la valeur du marché).

11.9 L'évaluation de la valeur des (i) Biens Immobiliers et des droits immobiliers enregistrés au nom du Compartiment concerné ou au nom de l'une de ses Filiales (détenue à 100% ou non) directes ou indirectes et (ii) des participations directes ou indirectes du Compartiment dans des Sociétés Immobilières telles que visés à l'Article 11.8.4 dans lesquels le Compartiment détient plus de cinquante (50) pour cent des actions émises avec droit de vote, sera effectuée par l'Evaluateur Indépendant. Cette évaluation peut être établie à la fin de l'année comptable et utilisée au cours de l'année suivante, à moins qu'il y ait un changement dans la situation économique générale ou dans la condition des Biens Immobiliers ou des droits immobiliers en question de telle ampleur qu'il requiert, de l'avis de l'Associé Gérant Commandité, d'effectuer de nouvelles évaluations dans les mêmes conditions que les évaluations annuelles.

11.10 La valeur de tous les avoirs et engagements non exprimés dans la devise afférente sera convertie dans cette devise au taux de change applicable à la Date d'Evaluation en question. Si ce taux de change n'est pas disponible, le taux sera déterminé de bonne foi par l'Associé Gérant Commandité.

11.11 Les Engagements de chaque Compartiment comprennent notamment (liste non exhaustive) :

11.11.1 tous les emprunts et autres engagements relatifs à un emprunt (y compris les obligations convertibles), effets, factures et comptes exigibles ;

11.11.2 tous intérêts échus de prêts et autres engagements du Compartiment, y compris tous les frais accumulés pour s'engager dans ceux-ci ;

11.11.3 tous les frais et dépenses en cours ou à payer, y compris les dépenses administratives, les commissions de gestion, les commissions de performance, les commissions de conseil, les commissions du Dépositaire et les commissions des agents de l'Agent d'Administration Centrale ;

11.11.4 toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance, qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes déclarés par l'Associé Gérant Commandité mais non encore payés ;

11.11.5 une provision appropriée pour impôts futurs sur le capital et le revenu encourus à la Date d'Evaluation, telle que déterminée périodiquement par l'Associé Gérant Commandité et, le cas échéant, toutes autres réserves autorisées et approuvées par celui-ci ainsi que tout montant qu'il pourra considérer comme constituant une provision appropriée pour faire face à tous autres engagements du Compartiment concerné ;

11.11.6 tous les autres engagements du Compartiment concerné de quelque sorte et nature que ce soit, reflétés conformément à la loi luxembourgeoise. Pour la détermination du montant de ces engagements, l'Associé Gérant Commandité doit prendre en considération toutes les dépenses à payer par le Compartiment qui comprennent notamment :

(a) toutes les dépenses organisationnelles relatives à la constitution du Compartiment et proportionnellement aux dépenses organisationnelles relatives à la constitution de la Société, la préparation des documents de placement (p.ex. le Document d'Emission) et des contrats y relatifs, y compris mais pas seulement, les commissions et honoraires payables dans le domaine juridique, comptable, les honoraires de l'Evaluateur Indépendant, les commissions liées à l'enregistrement des titres, les dépenses en frais postaux et les dépenses courantes encourues ;

(b) toutes dépenses opérationnelles incluant, de manière non exhaustive, les honoraires et dépenses payables aux réviseurs et comptables de la Société, au Dépositaire et à ses correspondants, aux agents domiciliataire, administratif, du registre et de transfert, à tout agent payeur, aux représentants permanents aux lieux où la Société est enregistrée, le cas échéant, ainsi qu'à tout autre agent de la Société, la rémunération (s'il y en a) des Administrateurs ainsi que leurs dépenses raisonnables et documentées, les frais d'assurance, les frais et dépenses encourus en rapport avec les services d'assistance juridique, fiscale et de révision des comptes, les commissions et frais relatifs à l'enregistrement et au maintien de l'enregistrement de la Société auprès des autorités gouvernementales au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, les frais de rapport et de publicité incluant les frais de préparation, d'impression et de distribution des rapports périodiques et déclarations d'enregistrement, les frais de tous rapports aux

Actionnaires, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et charges similaires et toutes autres dépenses d'exploitation, y compris les frais d'identification, d'achat, de détention et de vente des actifs, les frais des agences immobilières, le cas échéant, les intérêts, les frais bancaires et de courtage, les frais de poste, téléphone et télex, les coûts de couverture et les coûts d'emprunts et les dépenses et coûts des services de tiers en relation avec les transactions, les avoirs, projets, actifs détenus dans des Sociétés en relation à la fois avec des transactions achevées ou non achevées. Le Compartiment pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou pour toute autre période. Les honoraires juridiques, fiscales, comptables de valorisation (décidés par l'Associé Gérant Commandité) et de l'Evaluateur Indépendant, ainsi que les dépenses organisationnelles en relation avec l'établissement de la Société (proportionnellement) et le Compartiment concerné, seront payés ou remboursés par ce Compartiment.

11.12 Tous les engagements financiers du Compartiment concerné seront évalués à la valeur du marché et le résultat net sera considéré comme un actif ou un passif du Compartiment.

11.13 Toutes les commissions de performance non encore déterminées au moment donné seront basées sur une estimation de bonne foi de leur montant probable.

11.14 La valeur des engagements de chaque Compartiment est enregistrée au coût amorti, exception faite de tous produits dérivés qui sont enregistrés à la juste valeur.

11.15 Tous les frais payables par le Compartiment concerné sont payables à l'exclusion de toute taxe sur la valeur ajoutée et toute taxe sur la valeur ajoutée payable par toute entité de la Société concernant ces frais seront payables en supplément à ces frais.

11.16 L'Agent d'Administration Centrale peut se baser sur de telles déviations approuvées par et sous l'ultime responsabilité de l'Associé Gérant Commandité dans le but du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.

11.17 L'Associé Gérant Commandité, dans son entière discrétion, peut autoriser l'utilisation d'autres méthodes d'évaluation s'il considère qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur de tout élément d'actif ou du passif de la Société. Cette méthode sera alors appliquée de manière cohérente. L'Agent d'Administration Centrale peut se baser sur de telles déviations approuvées par et sous l'ultime responsabilité de l'Associé Gérant Commandité dans le but du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.

11.18 Dans le cadre de ce qui est décrit ci-dessus :

11.18.1 les Actions Ordinaires émises sont traitées comme étant en circulation depuis la date spécifiée par l'Associé Gérant Commandité au Jour d'Evaluation, et en prenant en compte par qui cette évaluation est faite et jusqu'au moment où il est reçu par le Compartiment concerné, le prix est réputé être un élément d'actif ;

11.18.2 les Actions Ordinaires à racheter sont traitées comme existantes et prises en compte jusqu'à la date prévue pour le rachat et jusqu'au moment où elles sont payées par le Compartiment concerné, le prix est réputé être un élément de passif ;

11.18.3 tous les investissements, disponibilités de caisse et autres biens exprimés en devises autres que la devise concernée seront évalués en prenant en considération le ou les taux de change du marché en vigueur à la date et au moment de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire par Action;

11.18.4 lorsqu'au Jour d'Evaluation, la Société s'est engagée à :

a) acheter tout bien (si les risques sous-jacents et récompenses de transaction sous-jacents sont transférés), la valeur de la contrepartie à payer pour un tel bien apparaîtra comme un élément de passif et la valeur du bien qui va être acquis apparaîtra comme un élément d'actif du Compartiment concerné ;

b) vendre tout bien (si les risques sous-jacents et récompenses de transaction sous-jacents sont transférés), la valeur de la contrepartie à recevoir pour un tel bien apparaîtra comme un élément d'actif et le bien qui va être délivré par le Compartiment ne doit pas figurer parmi les actifs du Compartiment concerné ;

11.18.5 étant entendu, cependant, que si la valeur exacte ou la nature d'une telle contrepartie ou d'un tel bien n'est pas connue au Jour d'Evaluation, alors cette valeur doit être estimée de bonne foi par l'Associé Gérant Commandité.

11.19 La dernière Valeur Nette d'Inventaire par Action peut être obtenue au siège social de la Société au plus tard soixante (60) Jours Ouvrables Bancaires après le Jour d'Evaluation concerné.

11.20 Les stipulations de cet Article 11 constituent les règles applicables pour déterminer la Valeur Nette d'Inventaire par Action et n'affectent pas le traitement, en vertu des mesures légales et comptables afférentes, des valeurs et engagements de la Société ou de toute Action émise par la Société.

11.21 Si des Actions sont émises à un Jour Ouvrable Bancaire qui n'est pas un Jour d'Evaluation, la Valeur Nette d'Inventaire par Action ajustée sera encore ajustée par l'Associé Gérant Commandité avec prudence et bonne foi pour prendre en compte les changements de valeur intervenus depuis le Jour d'Evaluation le plus récent.

11.22 Toutes les règles d'évaluation et de détermination devront être interprétées et faites conformément à la loi luxembourgeoise.

11.23 En l'absence de mauvaise foi, de négligence grave ou d'erreur manifeste, la Valeur Nette d'Inventaire par Action déterminée par l'Associé Gérant Commandité et/ou l'Agent

d'Administration Centrale sera définitive et liera le Compartiment ainsi que les Actionnaires présents, anciens et futurs.

12. Suspension temporaire du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action

12.1 La détermination de la Valeur Nette d'Inventaire par Action peut être suspendue sur décision de l'Associé Gérant Commandité dans les hypothèses suivantes :

12.1.1 pendant toute période au cours de laquelle une ou plusieurs bourses de valeurs ou marchés, fournissant la base pour l'évaluation d'une part substantielle des avoirs du Compartiment concerné sont fermées autrement que pour, ou durant, les jours fériés ou lorsque les opérations sont restreintes ou lorsque la valeur des titres émis par une entité dans laquelle la majorité ou l'entière des avoirs d'un Compartiment sont investis ne peuvent être déterminés et/ou le calcul afférent a été suspendue ;

12.1.2 pendant toute période au cours de laquelle, de l'opinion raisonnable de l'Associé Gérant Commandité, une juste évaluation des avoirs du Compartiment concerné n'est pas réalisable pour des raisons de force majeure ou de catastrophe naturelle ;

12.1.3 durant l'existence d'un état de choses par suite duquel l'évaluation raisonnable des avoirs du Compartiment concerné n'est pas réalisable ;

12.1.4 lorsque l'Agent d'Administration Centrale informe l'Associé Gérant Commandité que la valeur nette d'inventaire de toute Filiale OPC cible, OPC maître ou Société Immobilière du Compartiment concerné ne peut être déterminée avec précision ;

12.1.5 lors de la publication d'un avis convoquant une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires en vue de décider de la liquidation de la Société ou de la dissolution du Compartiment concerné ; ou

12.1.6 lorsque pour une raison donnée l'Evaluateur Indépendant informe l'Associé Gérant Commandité que le prix de tout investissement ne peut être déterminé rapidement ou précisément.

12.2 Toute suspension doit être notifiée par l'Associé Gérant Commandité à la CSSF et doit être portée à l'attention des Actionnaires qui ont fait une demande de souscription, de conversion ou de rachat d'Actions pour lesquelles le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action a été suspendu.

12.3 La fin de chaque suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action doit également être notifiée à la CSSF et être portée à l'attention des Actionnaires concernés.

Chapitre V – Associé Gérant Commandité, Conflit d'intérêts, Objectif d'Investissement, Pouvoirs et Restrictions d'investissement, Réviseur d'entreprises agréé et Dépositaire

13. Pouvoirs de l'Associé Gérant Commandité

13.1 La Société est gérée par MIN ASSET MANAGEMENT S.A., une société anonyme luxembourgeoise en sa qualité d'Associé Gérant Commandité.

13.2 L'Associé Gérant Commandité a les pouvoirs d'administrer et de gérer la Société de façon exclusive, d'agir au nom de la Société dans toutes circonstances et d'effectuer et approuver tous les actes et opérations dans le cadre de l'objet social de la Société.

13.3 Tous pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires appartiennent exclusivement à l'Associé Gérant Commandité. Les Actionnaires Commanditaires ne participeront ni n'interféreront dans la gestion de la Société.

13.4 L'Associé Gérant Commandité a le pouvoir, en particulier, de décider de l'Objectif d'Investissement, ainsi que des Pouvoirs et Restrictions d'Investissement et de la conduite à adopter dans la gestion et les affaires de la Société, en respectant les Statuts, le Document d'Emission et les lois et réglementations applicables. L'Associé Gérant Commandité a le pouvoir de conclure des contrats d'administration, de gestion d'investissement et de conseil d'investissement et tout autre contrat qu'il juge nécessaire, utile ou recommandable pour réaliser l'objet social de la Société.

14. Révocation de l'Associé Gérant Commandité pour cause

14.1 L'Associé Gérant Commandité peut être révoqué à tout moment pour Cause par une décision adoptée par des Actionnaires détenant au moins la majorité des Actions Ordinaires (à l'exclusion des Actions Ordinaires détenues par l'Associé Gérant Commandité, un Affilié de l'Associé Gérant Commandité ou un Actionnaire Défaillant). Par mesure de clarté, l'approbation de l'Associé Gérant Commandité n'est pas requise, conformément aux Statuts, pour décider valablement de sa révocation.

14.2 En cas de révocation de l'Associé Gérant Commandité pour Cause, l'Associé Gérant Commandité est en droit de recevoir les frais, commissions et indemnités jusqu'à la date de la révocation.

14.3 Toute révocation de l'Associé Gérant Commandité prend effet à la date à laquelle un nouvel associé gérant commandité (l'« **Associé Gérant Commandité de Remplacement** ») est nommé par les Actionnaires détenant au moins la majorité des Actions Ordinaires émises (à l'exclusion des Actions Ordinaires détenues par l'Associé Gérant Commandité, un Affilié de l'Associé Gérant Commandité ou un Actionnaire Défaillant) et approuvé par la CSSF.

14.4 À la date du transfert des Actions de Commandité à l'Associé Gérant Commandité de

Remplacement, l'Associé Gérant Commandité révoqué est déchargé de toute responsabilité illimitée qu'il peut avoir à l'égard de la Société, y compris tout intérêt couru à ce jour.

15. Représentation de la Société

15.1 Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée soit par la signature unique de l'Associé Gérant Commandité, représenté par la signature conjointe d'un Administrateur de la catégorie « A » et un Administrateur de la catégorie « B » soit par la signature de toute autre Personne à qui ce pouvoir a été délégué par le Conseil d'Administration.

15.2 Aucun Actionnaire Commanditaire ne représentera la Société.

16. Responsabilité de l'Associé Gérant Commandité et des Actionnaires Commanditaires

16.1 L'Associé Gérant Commandité, en qualité d'Actionnaire Commandité, est solidairement responsable avec chaque Compartiment de toutes les dettes et pertes qui ne peuvent pas être recouvertes sur les actifs des Compartiment(s) concerné(s).

16.2 Les Actionnaires Commanditaires doivent s'abstenir d'agir au nom de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit sauf pour ce qui est de l'exercice de leurs droits d'Actionnaires aux assemblées générales des Actionnaires. Ils sont responsables uniquement à hauteur de leur contribution à la Société.

17. Délégation de pouvoirs de l'Associé Gérant Commandité

17.1 L'Associé Gérant Commandité pourra, à tout moment, nommer des fondés de pouvoir ou des agents selon ce qu'exige la situation pour les opérations et la gestion de la Société. Les fondés de pouvoir et agents ainsi nommés auront les pouvoirs et les devoirs qui leur auront été délégués par l'Associé Gérant Commandité.

17.2 L'Associé Gérant Commandité déterminera les responsabilités et la rémunération éventuelle de tout conseiller ou gestionnaire en investissement, fondé de pouvoir ou agent, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

17.3 L'Associé Gérant Commandité peut aussi confier des pouvoirs spéciaux de représentation, soit par acte authentique soit par acte sous seing privé.

18. Conflits d'intérêts

18.1 Au cas où un conflit d'intérêts est présenté à la Société, ce conflit doit être complètement divulgué à l'Associé Gérant Commandité.

18.2 Au cas où la Société recevrait:

(i) une proposition pour investir dans des avoirs détenus (en tout ou en partie), directement ou indirectement, par un Actionnaire Commanditaire, l'Associé Gérant Commandité, un

Administrateur, un conseiller ou gestionnaire en investissement ou par un de leurs Affiliés, ou concernant toute société de portefeuille dont les actions sont détenues par ou qui a emprunté des fonds à une des Personnes mentionnées ci-dessus (incluant tout fonds d'investissement géré, conseillé ou sponsorisé) ; ou

(ii) une disposition d'avoirs d'un Administrateur, de l'Associé Gérant Commandité, un conseiller ou gestionnaire en investissement ou un de leurs Affiliés, le cas échéant, cette Personne fera connaître ce conflit d'intérêt à l'Associé Gérant Commandité qui en informera les Actionnaires Commanditaires.

18.3 La Société entrera dans des transactions réalisées au prix de marché (*arm's length basis*). L'Associé Gérant Commandité informera les Actionnaires Commanditaires de toute activité dans lesquelles l'Associé Gérant Commandité, un Administrateur, un conseiller ou gestionnaire en investissement ou un de leurs Affiliés pourraient créer une opportunité pour que des conflits d'intérêts apparaissent en relation avec l'activité d'investissement de la Société et tous investissements proposés dans lesquels tout Investisseur a un intérêt particulier.

18.4 L'Associé Gérant Commandité, un Administrateur, un conseiller ou gestionnaire en investissement ou un de leurs Affiliés peuvent se livrer à différentes activités professionnelles autres que les affaires de la Société, y compris le fait de fournir des conseils et autres services (y compris, sans réserves, occuper les fonctions d'administrateur) à divers partenariats, sociétés et autres entités, n'excluant pas celles dans lesquelles la Société investit et ses Filiales. Cependant, ils consacreront le temps et les efforts nécessaires et appropriés aux affaires de la Société. De plus, tous ces services seront procurés aux taux du marché en vigueur pour des services similaires sous un contrat de service professionnel (qui inclura la gamme des frais) et un contrat de projet spécifique.

18.5 Aucun contrat ou autre opération entre la Société et une autre société ou firme ne sera affecté ou invalidé par le fait que l'Associé Gérant Commandité et/ou un ou plusieurs des Administrateurs ont une participation ou est un administrateur, gérant, associé, cadre ou employé de cette autre société ou firme. L'Associé Gérant Commandité et/ou l'Administrateur qui sont administrateur, gérant, cadre ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société envisage de conclure un contrat ou de s'engager dans toute autre affaire ne sera pas empêché, pour la raison d'un tel lien avec une telle autre société ou firme, de considérer, de voter ou de prendre position sur toute question relative à un tel contrat ou affaire.

19. Objectif d'Investissement, Pouvoirs et Restrictions d'investissement

19.1 L'Associé Gérant Commandité, sur base des principes de diversification des risques, a le pouvoir de déterminer (i) l'Objectif d'Investissement, ainsi que les Pouvoirs et Restrictions d'Investissement applicables à chaque Compartiment, (ii) les stratégies de couverture à appliquer au sein de chaque Compartiment, (iii) l'effet de levier à appliquer au sein de chaque Compartiment, (iv) les couvertures des intérêts et de change à appliquer au sein de chaque Compartiment et (v) l'évolution de la conduite de l'administration et des affaires de

la Société, le tout dans le cadre des Objectifs d'Investissement, ainsi que des Pouvoirs et Restrictions d'Investissement tels que déterminés par l'Associé Gérant Commandité dans le Document d'Emission, conformément aux lois et réglementations applicables.

19.2 L'Associé Gérant Commandité, agissant au meilleur des intérêts de la Société, peut décider de la manière décrite dans le Document d'Emission que (i) tout ou partie des avoirs de la Société ou d'un Compartiment sera cogérée séparément avec d'autres avoirs détenus par d'autres Investisseurs, en ce compris d'autres OPC et/ou leurs compartiments ou (ii) tout ou partie des avoirs d'un ou plusieurs Compartiment(s) sera cogérée ensemble sur une base distincte ou en commun.

20. Réviseur d'entreprises agréé et Dépositaire

20.1 Les données comptables relatées dans le rapport annuel de la Société seront auditées par un réviseur d'entreprises agréé nommé par l'Associé Gérant Commandité et rémunéré par la Société. Le réviseur d'entreprises agréé accomplira tous les devoirs qui lui sont imposés par la Loi de 2007. Ce réviseur d'entreprises agréé, ou un ou plusieurs de ses Affiliés, auditera également les comptes des sociétés cibles et de l'Associé Gérant Commandité.

20.2 La Société signera un contrat de banque dépositaire avec une banque ou une institution de crédit telle que définie par la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée ou remplacée de temps en temps. Le Dépositaire accomplira les devoirs et les responsabilités prévus par la Loi de 2007.

20.3 Si le Dépositaire désire démissionner, l'Associé Gérant Commandité fera tout son possible pour trouver un nouveau dépositaire et le nommera en remplacement du Dépositaire démissionnaire. L'Associé Gérant Commandité peut mettre fin aux fonctions du Dépositaire, mais ne pourra pas le révoquer tant qu'un autre dépositaire n'aura pas été nommé en remplacement. Dans ces cas, le Dépositaire, dont le remplacement doit intervenir dans les deux (2) mois, prendra toutes les mesures nécessaires pour la bonne préservation des intérêts des Investisseurs.

Chapitre VI - Assemblée générale des Actionnaires

21. Pouvoirs de l'assemblée générale des Actionnaires

21.1 Toute assemblée générale des Actionnaires régulièrement constituée représentera tous les Actionnaires. L'assemblée générale des Actionnaires délibérera uniquement sur les matières qui ne sont pas réservées à l'Associé Gérant Commandité par ces Statuts ou la loi.

22. Assemblée générale annuelle des Actionnaires

22.1 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra à la date, heure et endroit indiqués dans l'avis de convocation et impérativement dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice en cause.

22.2 Toute décision valablement prise par l'assemblée générale des Actionnaires liera tous

les Actionnaires.

23. Autres assemblées générales des Actionnaires

23.1 L'Associé Gérant Commandité pourra convoquer d'autres assemblées générales des Actionnaires. L'Associé Gérant Commandité sera obligé de convoquer une telle assemblée générale dans un délai d'un (1) mois si des Actionnaires représentant un dixième du capital de la Société (à l'exclusion des Actions détenues par un Actionnaire Défaillant) le demande par écrit avec une indication de l'ordre du jour.

23.2 Ces assemblées générales se tiendront au lieu et à la date indiqués dans l'avis de convocation.

24. Convocation

24.1 Toute assemblée générale des Actionnaires sera convoquée par l'Associé Gérant Commandité conformément à la loi luxembourgeoise.

24.2 Les avis de convocation peuvent être envoyés par lettre recommandée par l'Agent d'Administration Centrale aux Actionnaires à leur adresse respective indiquée dans le registre des Actionnaires au moins huit (8) jours calendaires avant l'assemblée concernée. L'avis de convocation indiquera l'heure et le lieu de la réunion et les conditions d'admission, contiendra l'ordre du jour et se référera aux exigences de la loi luxembourgeoise en ce qui concerne le quorum et les majorités nécessaires à cette assemblée.

24.3 Si tous les Actionnaires sont soit présents soit représentés à l'assemblée générale des Actionnaires et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, ils peuvent renoncer aux formalités et exigences de la convocation.

25. Présence et représentation

25.1 Tout Actionnaire a le droit d'assister et de prendre la parole lors des assemblées générales des Actionnaires.

25.2 Chaque Actionnaire est autorisé à se faire représenter lors d'une assemblée générale des Actionnaires par une autre Personne, pour autant que celle-ci, Actionnaire ou non, soit en possession d'une procuration écrite sous forme d'un téléfax, câble, télégramme, télex, ou e-mail.

25.3 Chaque Actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire envoyé par la poste ou par fax au siège social de la Société ou à l'adresse mentionnée dans la convocation. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que des formulaires fournis par la Société, qui devront mentionner au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois (3) cases permettant à l'Actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir sur chaque proposition en cochant la case adéquate.

25.4 Tout Actionnaire participant à l'assemblée générale par vidéo conférence, conférence téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication permettant son identification est considéré comme présent pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens de télécommunication doivent être conformes avec les caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises en direct.

26. Procédure

26.1 Les assemblées générales des Actionnaires sont présidées par l'Associé Gérant Commandité ou par une personne désignée par celui-ci ou par toute autre personne.

26.2 Le président de l'assemblée nommera un secrétaire ainsi qu'un scrutateur.

26.3 Ces Personnes forment ensemble le bureau de l'assemblée générale des Actionnaires.

27. Vote

27.1 Chaque Action Ordinaire donne droit à une (1) voix.

27.2 Sous réserve de toute disposition légale ou statutaire contraire, toutes les résolutions des assemblées générales des Actionnaires seront prises à la majorité simple des votes valablement exprimés indépendamment de la proportion du capital présent ou représenté.

27.3 Toute résolution ayant vocation à modifier les Statuts de la Société, y compris le changement de nationalité de la Société, peuvent seulement être adoptées par une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires de la Société représentant au moins la moitié du capital social et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et, le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes prévues par la Loi de 1915. Cette convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées.

27.4 Toutefois, les engagements des Actionnaires ne pourront être augmentés qu'avec l'accord unanime de tous les Actionnaires et en conformité avec toute autre exigence légale.

27.5 Les votes valablement exprimés ne comprennent pas ceux attachés aux Actions pour lesquelles l'Actionnaire concerné n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

27.6 Une liste de présence est tenue pour chaque assemblée générale.

27.7 Afin d'être valablement prise, toute décision de l'assemblée générale des Actionnaires requiert l'approbation écrite de l'Associé Gérant Commandité.

28. Procès-verbal

28.1 Le procès-verbal de chaque assemblée des Actionnaires est signé par les membres du bureau.

28.2 Des copies ou des extraits peuvent être émis et signés par l'Associé Gérant Commandité afin d'être produits dans des procédures judiciaires ou extra judiciaires.

29. Assemblées générales des Actionnaires d'une Classe ou de plusieurs Classes et Compartiments

29.1 Les Actionnaires de toutes les Classe(s) dans un Compartiment peuvent tenir, à tout moment, des assemblées générales afin de se prononcer sur toute matière concernant exclusivement ce Compartiment.

29.2 En outre, les Actionnaires d'une Classe d'un Compartiment peuvent tenir des assemblées générales afin de se prononcer sur toute matière relevant exclusivement de cette Classe.

29.3 Les stipulations des Articles 21 à 28 s'appliquent *mutatis mutandis* à ces assemblées générales.

29.4 Toute résolution de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société affectant les droits des Actionnaires d'une Classe vis-à-vis des droits des Actionnaires d'une ou plusieurs autres Class(es) est, conformément à l'article 68 de la Loi de 1915, subordonnée à une décision de l'assemblée générale des Actionnaires de cette Classe ou ces Classes.

Chapitre VII - Année financière, Réserves légales, Distributions et Indemnisation

30. Année financière

30.1 L'année financière de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

31. Réserves légales

31.1 Lors de chaque année comptable, au moins cinq (5) pour cent des profits nets de chaque Compartiment doivent être affecté à un compte de réserve légale spécifique à ce Compartiment.

31.2 Cette affectation n'est plus obligatoire pour le ou les Compartiment(s) dont la réserve légale s'élève à au moins un dixième (1/10) des Actions souscrites dans ce ou ces Compartiment(s).

32. Distributions

32.1 L'Associé Gérant Commandité peut, à sa discrétion et dans les limites posées par la loi et dans le cadre de l'Article 10, décider de distribuer des dividendes intérimaires, tout ou partie des Primes d'Emission ainsi que des produits nets provenant de la réalisation d'un investissement et tous intérêts et autres revenus accumulés dans le cadre de ces investissements. Si cela est jugé nécessaire, tous autres fonds disponibles pour être distribués peuvent être utilisés conjointement aux produits de réalisation pour les distributions de fonds. Nonobstant ce qui précède, l'assemblée générale des Actionnaires est compétente pour décider de distribuer des dividendes annuels pour tout ou partie des avoirs du Compartiment concerné.

32.2 Toute distribution déclarée doit être payée dans l'ordre de priorité décrit pour chaque Compartiment dans la Partie Spéciale.

32.3 L'Associé Gérant Commandité peut, avec l'accord de l'Actionnaire concerné, procéder à une distribution en nature à condition que toute distribution soit évaluée sur la base d'un rapport d'évaluation établi conformément à la loi luxembourgeoise.

33. Indemnisation

33.1 La Société indemniserà l'Associé Gérant Commandité, le Conseiller en Investissement, ses autres agents, Administrateurs ou administrateurs de chaque véhicule intermédiaire, leurs Affiliés, et leurs actionnaires, administrateurs, dirigeants, employés, agents et représentants (chacune une « **Personne Indemnisée** ») contre toutes les réclamations, responsabilités, coûts et dépenses encourus dans le cadre de la Société, sauf en cas de faute grave, fraude ou faute intentionnelle. Les Investisseurs ne seront pas individuellement tenus à l'égard de cette indemnisation au-delà du montant indiqué dans leur Contrat de Souscription.

33.2 Les Personnes Indemnisées n'auront aucune responsabilité pour des pertes subies par la Société ou tout Investisseur quelle qu'elles soient, sauf en cas de faute grave, fraude ou faute intentionnelle.

33.3 Chaque Personne Indemnisée sera indemnisée et dégagée de toute responsabilité sur les actifs de la Société contre tous les actions, procédures, coûts raisonnables, frais, dépenses, pertes, préjudices ou responsabilités encourus ou subis par une Personne Indemnisée en raison de la conduite des affaires de la Société ou dans l'exécution ou la décharge des obligations, pouvoirs, autorisations ou discrétions d'une telle personne conformément à son mandat, y compris, sans préjudice de la généralité de ce qui précède, tous les frais, dépenses, pertes ou responsabilités encourus par la Personne Indemnisée dans la défense (quelle que soit le résultat de l'action) de toute action civile concernant la Société ou les affaires de celle-ci devant tout tribunal, à Luxembourg ou ailleurs, sauf dans le cas où ces actions, procédures, coûts, dépenses, pertes, préjudices ou responsabilités résultent d'une faute grave, d'une fraude ou d'une faute intentionnelle de cette Personne Indemnisée.

33.4 Dans toute action, poursuite ou procédure intentée contre la Société ou une Personne Indemnisée liée à ou découlant, ou présumée se rapporter à ou découler, de cette action ou non-action, les Personnes Indemnisées auront le droit d'engager conjointement, aux frais de la Société, un avocat de leur choix, cet avocat étant raisonnablement satisfaisant pour la Société, dans l'action, la poursuite ou la procédure. Si l'avocat nommé conjointement est ainsi retenu, une Personne Indemnisée peut néanmoins engager un avocat distinct, mais à ses propres frais.

33.5 Si une Personne Indemnisée est reconnue coupable d'une faute grave, d'une fraude ou d'une faute intentionnelle suite à une décision finale d'une cour, elle devra rembourser tous les dépenses payées par la Société en son nom en vertu de l'alinéa précédent.

33.6 Conformément au Contrat de Souscription, chaque Investisseur s'engage à indemniser la Société et à dégager celle-ci de toute responsabilité à l'égard de tous les pertes, responsabilités, actions, poursuites, réclamations, coûts, frais, dépenses ou préjudices encourus ou subis par la Société en raison de ou découlant de: (a) un manquement ou toute inexactitude dans les représentations, déclarations, garanties et engagements faits par l'Investisseur dans le Contrat de Souscription; (b) la disposition ou le transfert de ses Actions Ordinaires contrairement à ces représentations, déclarations, garanties et engagements; (c) toute action, poursuite ou procédure fondée sur (i) une demande selon laquelle lesdits représentations, déclarations, garanties et engagements étaient inexacts ou trompeuses ou autrement constituent une cause pour obtenir des dommages-intérêts ou une réparation auprès de la Société en vertu d'une loi ou d'un règlement, ou (ii) la disposition ou le transfert des Actions Ordinaires de cet Investisseur.

Chapitre VIII - Dissolution, Liquidation et Clôture, Scission et Fusion de Compartiments ou de Classes

34. Dissolution, Liquidation

34.1 La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires votant avec les mêmes conditions de quorum et de majorité que celles requises pour la modification des Statuts.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où le capital social de la Société est inférieur aux deux tiers du capital minimum, l'Associé Gérant Commandité, selon le cas, doit soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des Actions représentées à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Si le capital social de la Société est inférieur au quart du capital minimum, l'Associé Gérant Commandité, selon le cas, doit soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les Actionnaires possédant un quart des Actions représentées à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

34.2 Si la Société est dissoute, la liquidation doit être réalisée par un ou plusieurs liquidateurs nommé(s) par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

35. Clôture, Scission et Fusion de Compartiments ou de Classes

35.1 Lorsque, pour toute raison, la valeur des avoirs nets de tout Compartiment et/ou Classe a diminué ou n'a pas atteint un montant déterminé par l'Associé Gérant Commandité comme étant le seuil minimum pour que ce Compartiment ou cette Classe puisse fonctionner d'une manière économiquement viable ou lors d'un changement substantiel de la situation politique, économique ou monétaire de ce Compartiment et/ou Classe qui aurait des répercussions matérielles défavorables sur les investissements de ce Compartiment ou Classe, ou par mesure de rationalisation économique, l'Associé Gérant Commandité peut décider le rachat forcé de toutes les Actions du Compartiment et/ou de la Classe concerné(s) à la Valeur Nette d'Inventaire par Action (subordonnée aux prix de vente en vigueur des investissements et frais de vente) calculée à la Date d'Evaluation à laquelle cette décision devient effective. L'Associé Gérant Commandité informera les Actionnaires du Compartiment et/ou de la Classe en question avant la date effective du rachat forcé, en indiquant les raisons et la procédure des opérations de rachat. Les Actionnaires seront avertis par écrit. A moins qu'il ne soit décidé autrement dans l'intérêt des Actionnaires d'un Compartiment et/ou d'une Classe concerné(s) ou pour maintenir l'égalité de traitement entre eux, ces Actionnaires peuvent continuer de demander le rachat de leurs Actions sans frais (mais subordonné aux prix de vente des investissements en vigueur et frais de vente) avant la date effective du rachat forcé. Toute demande de souscription doit être suspendue à partir de la date effective déterminée par l'Associé Gérant Commandité pour la résiliation, la fusion ou le transfert du Compartiment et/ou de la Classe concerné(s).

35.2 Nonobstant les pouvoirs conférés à l'Associé Gérant Commandité aux termes de l'Article 35.1, l'assemblée générale des Actionnaires de tout Compartiment et/ou Classe peut, sur proposition de l'Associé Gérant Commandité, décider du rachat de toutes les Actions émises dans le Compartiment et/ou la Classe concerné(s) et de rembourser aux Actionnaires la Valeur Nette d'Inventaire de leurs Actions (subordonnée au prix de vente en vigueur des investissements et aux frais de vente) calculée à la Date d'Evaluation à laquelle cette décision devient effective. Il n'y aura pas d'exigence de quorum pour cette assemblée générale des Actionnaires, et les résolutions devront être adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées.

35.3 Les avoirs qui ne pourront pas être distribués à leurs bénéficiaires au moment de la mise en œuvre du rachat seront déposés auprès de la Caisse des Consignations pour compte de leurs bénéficiaires.

35.4 Toute Action rachetée est annulée.

35.5 Dans les mêmes circonstances que celles décrites à l'Article 35.1, l'Associé Gérant Commandité peut décider d'apporter les avoirs de tout Compartiment et/ou Classe à ceux d'un autre Compartiment et/ou Classe existant au sein de la Société ou à ceux d'un autre

OPC luxembourgeois ou un autre compartiment et/ou classe dans cet autre OPC luxembourgeois (le "**Nouveau Compartiment**") et de requalifier les Actions du Compartiment et/ou Classe concerné(s) comme des Actions d'un autre Compartiment et/ou d'une autre Classe (suite à une scission ou à une consolidation, si nécessaire, et au paiement de tout montant correspondant à une fraction d'Actions due aux Actionnaires). Cette décision sera notifiée de la même manière que celle décrite à l'Article 35.1 (laquelle notification mentionnera, en outre, les caractéristiques du nouveau Compartiment) un (1) mois avant la date d'effet de cette opération afin de permettre aux Actionnaires de demander le rachat de leurs Actions sans frais pendant cette période.

35.6 Dans les mêmes circonstances que celles décrites à l'Article 35.1, l'Associé Gérant Commandité peut décider de réorganiser un Compartiment et/ou une Classe par le biais d'une division entre deux ou plusieurs Compartiments et/ou Classes. Une telle décision sera notifiée de la manière décrite à l'Article 35.1 (et, en outre, la notification contiendra des informations sur les deux ou plusieurs nouveaux Compartiments) un (1) mois avant la date à laquelle la division devient effective, dans le but de permettre aux Actionnaires de demander le rachat ou la conversion de leurs actions sans frais durant cette période.

35.7 Nonobstant les pouvoirs conférés à l'Associé Gérant Commandité par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des Actionnaires du Compartiment et/ou de la Classe concerné(s) peut décider cette réorganisation de Compartiments et/ou Classe au sein de la Société (par le biais d'une fusion ou scission). Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et il sera statué sur cette fusion ou scission par résolution à la majorité simple des voix valablement exprimées.

35.8 L'apport de l'actif et du passif attribuables à un Compartiment et/ou une Classe à un autre OPC visé à l'Article 35.5 ou à un autre compartiment et/ou classe au sein d'un cet autre OPC devra être approuvé par une résolution des Actionnaires du Compartiment et/ou de la Classe concerné(s) prise lorsqu'au moins la moitié (1/2) du capital social est présente ou représentée et adoptée à la majorité des deux-tiers (2/3) des votes valablement émis lors de cette assemblée, excepté lorsque cette fusion aurait lieu avec un OPC de droit luxembourgeois de type contractuel (fonds commun de placement) ou avec un OPC de droit étranger, auquel cas les résolutions prises par l'assemblée ne lieront que les Actionnaires qui ont voté en faveur de la fusion.

Chapitre VIII - Droit applicable

36. Droit applicable

Tous les points non détaillés dans les Statuts sont déterminés conformément à la loi luxembourgeoise, notamment la Loi de 1915 et la Loi de 2007. »

5. Délégation de pouvoir à tout administrateur de l'Associé Gérant Commandité de la Société, de sorte à ce qu'il puisse procéder, individuellement et avec plein pouvoir de substitution, à la mise à jour du registre d'actionnaires de la Société suite aux modifications qui précèdent.

V. Que l'assemblée, après délibérations, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide d'approuver la modification de l'article 3 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante :

« 3. Objet social

3.1 L'objet social de la Société est d'investir les avoirs dont elle dispose dans un portefeuille diversifié de valeurs éligibles sous la Loi de 2007 dans le but de diversifier les risques d'investissement et de fournir à ses Actionnaires les résultats de la gestion de ses actifs.

3.2 A cette fin, la Société peut notamment:

3.2.1 emprunter de l'argent sous quelque forme que ce soit et donner des sécurités et consentir des garanties afférentes;

3.2.2 prêter des fonds, y compris les produits de ses emprunts à, et donner des garanties au profit d'une ou plusieurs société(s) cible(s), y compris les Sociétés Immobilières dans lesquelles elle investit directement ou indirectement et/ou au profit de ses Filiales et/ou Affiliés ; la Société ne peut, par contre, prêter des fonds à des personnes ou entités autres que celles indiquées ci-devant ;

3.2.3 conclure des contrats d'intérêt et/ou contrats d'échange de devise ;

3.2.4 conclure des contrats, y compris mais de manière non limitative, des contrats de garanties, de souscription, de commercialisation, de gestion, de conseil, d'administration, et tout autre contrat pour des services en relation avec la valorisation de ses fonds ; et/ou

3.2.5 prendre toute mesure et effectuer toute transaction autorisée par la Loi de 2007 qu'elle juge utile pour la réalisation et le développement de son objet social.

3.3 Le Société peut également prendre toute mesure et entreprendre toute opération que l'Associé Gérant Commandité jugera utile à l'accomplissement et au développement de l'objet social de la Société, dans les limites prévues par la Loi de 2007 et en vertu des stipulations afférentes du Document d'Emission.

3.4 La Société ne peut, par contre, réaliser en aucun cas une ou plusieurs opération(s) ou activité(s) réservée(s) aux établissements de crédit. ».

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de procéder à la réduction de la valeur nominale des deux-cent cinquante-quatre mille deux cent quatre-vingt-trois virgule cinquante (254.283,50-) Actions Ordinaires de la Société et de l'unique Action de Commandité à un franc suisse (CHF 1) chacune, sans procéder à une réduction de capital, de sorte que le capital social de la Société sera dorénavant, prime d'émission exclue, représenté par cent (100) Actions de Commandité et vingt millions trois cent quarante-deux mille six cent quatre-vingts virgule seize (20.342.680,16-) Actions Ordinaires.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'approuver la modification l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante :

« Chapitre II – Capital social

5. Capital social

5.1 La Société a un capital social souscrit et entièrement libéré de vingt millions trois cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingts francs suisse et seize centimes (CHF 20.342.780,16) divisé en cent (100) Actions de Commandité de la Classe B et vingt millions trois cent quarante-deux mille six cent quatre-vingts virgule seize (20.342.680,16) Actions Ordinaires rachetables de la Classe A, les Actions ayant une valeur nominale d'un franc suisse (CHF 1,-) chacune. La Devise Comptable est le CHF.

5.2 Le capital social minimum souscrit de la Société, augmenté le cas échéant des Primes d'Emission et/ou des Intérêts d'Actualisation, doit être d'au moins un million deux cent cinquante mille Euros (EUR 1.250.000,-) ou son équivalent dans la Devise Comptable. Ce capital social minimum doit être souscrit dans un délai de douze (12) mois à compter de la date à laquelle la Société a été inscrite sur la liste des fonds d'investissement spécialisés tenue par la CSSF.

5.3 Les Actionnaires déclarent la Prime d'Emission distribuable en vertu de l'Article 32.

5.4 Toute réduction du capital social sera décidée par l'assemblée générale des Actionnaires, sans préjudice des stipulations prévues à l'Article 10.5. »

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'approuver la modification des statuts de la Société telle que prévue par la Refonte.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée décide donner pouvoir à tout administrateur de l'Associé Gérant Commandité de la Société, de sorte à ce qu'il puisse procéder, individuellement et avec plein pouvoir de substitution, à la mise à jour du registre d'actionnaires de la Société suite aux modifications qui précèdent.

COÛTS

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de EUR 1800.- (mille huit cents euros).

DECLARATION

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des personnes comparantes, connus du notaire par leur nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

(Signé) L. KARLSHAUSEN, B. TASSIGNY, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/40429

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg
et aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations
(RESA).

Luxembourg, le 29 décembre 2016

Me Cosita DELVAUX